

**2 janvier 1980.** Ainsi l'année 1979 a commencé par l'invasion du Cambodge par les Vietnamiens et s'est terminée par l'entrée des troupes russes en Afghanistan. Les risques d'un retour à la guerre froide sont, cette fois, sérieux. On comprend que dans son allocution de fin d'année, le Président se soit montré préoccupé par l'évolution de la situation internationale.

Nous avons préparé, en vue du Conseil des ministres de ce matin, un projet de communiqué condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan. Sa rédaction était très mesurée. Néanmoins il n'a pas été publié. Le Président n'en a pas voulu. Nous nous bornons dans l'après-midi à annoncer le rappel en consultation de notre ambassadeur à Kaboul.

Après le déjeuner des vœux, Jean-Louis Gergorin, qui revient des Etats-Unis, se dit persuadé que Carter a renoncé à obtenir la libération des otages par des pressions militaires ou économiques. D'où le bruit fait par son administration autour de l'agression soviétique contre l'Afghanistan, la dénonciation de cette attaque contre un pays islamique, les efforts pour enrôler les alliés. Il s'agit de créer une diversion.

**3 janvier.** Vœux des corps constitués à l'Elysée. Que de subtilités, de pointes, de parisianisme dans ces allocutions !

Je reçois André Lajoinie<sup>1</sup> et les parlementaires communistes qui ont été au Cambodge. Ils m'assurent qu'ils ont insisté auprès des Vietnamiens pour qu'ils retirent leurs troupes.

Le soir, vœux du corps diplomatique. Dans son allocution, le Président ne mentionne ni l'Iran, ni l'Afghanistan.

**4 janvier.** Vive discussion chez le Ministre avant l'audience du Président. Le Secrétaire général estime que nous sommes trop mous vis-à-vis de l'URSS ; il faut réduire la coopération, restreindre les échanges de visites, ne pas aller à la conférence de Madrid... Il est furieux parce qu'un télégramme adressé hier à notre représentant à l'OTAN dit que nous ne devons pas laisser se transformer en un conflit Est-Ouest un conflit Nord-Sud qui oppose, au surplus, l'URSS à un pays musulman.

Le Ministre nous fait part l'après-midi des instructions du Président. C'est vague et mou. Il ne faut pas « condamner », il ne faut pas se prononcer sur la liste, jugée excessive, des sanctions proposées par les Américains. Surprise et irritation parmi les

---

<sup>1</sup> André Lajoignie, homme politique, député de l'Allier, était, depuis 1978, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste français.

directeurs. Jean-Louis Gergorin me dit que le Président ménage trop les deux superpuissances.

Des dépêches de presse dans la soirée font état de propos du Président selon lesquels « l'intervention de l'URSS en Afghanistan n'était peut-être pas préméditée ». Ce qui crée quelque émotion...

**5 janvier.** Kurt Waldheim est rentré à New York après une mission à Téhéran non seulement décevante mais même humiliante. Khomeiny a refusé de le recevoir. Il a été insulté et menacé par des manifestants. Delaye nous a pourtant envoyé le 3 janvier un télégramme faisant état de curieux propos de Ghotbzadeh : celui-ci pensait que Kurt Waldheim allait porter l'affaire devant l'Assemblée générale et non devant le Conseil de Sécurité. Une solution pourrait ainsi être trouvée. Est-ce sérieux ?

**Début janvier.** Bekkai<sup>2</sup> recevant Parodi en 1957 à Rabat, lui a dit : nous aurons longtemps besoin de l'aide de la France. Mais, pour la politique, ne vous en faites pas, nous pourrons nous débrouiller tout seuls.

Omar el Manjra<sup>3</sup> disant à Stéphane Hessel qui vient de lui proposer plusieurs formules d'aide (envoi d'experts en planification, formation de cadres, etc...) : « Merci, M. Hessel, je vais voir ce que je peux faire pour vous ».

De ceci je suis tenté de rapprocher la conclusion d'une dépêche de Lalouette, alors ambassadeur à Saigon. Au cours d'un dîner avec ses collègues américain et britannique, celui-ci fit observer : « De nous trois, c'est moi qui suis ici le plus populaire parce que mon pays n'aide pas le Vietnam. »

**6 janvier.** Je profite du dimanche pour essayer de définir quelques lignes de conduite dans l'affaire afghane.

- 1- Dans la crise afghane ce qui étonne ce n'est pas la détermination et la brutalité des Soviétiques, c'est l'étonnement de nombre d'Occidentaux, Carter en tête. Budapest, Prague, les opérations communistes en Angola, en Erythrée, au Cambodge ont-elles été oubliées ?
- 2- Sans doute l'Afghanistan ne faisait-il pas partie du domaine soviétique défini à Yalta. Mais il était considéré par Moscou comme étant dans sa zone d'influence et, depuis 1978,

---

<sup>2</sup> Proche du roi Mohammed V, M'barek Bekkai (1907-1961) fut chef du gouvernement marocain de 1955 à 1958. Ce fut lui qui signa, en 1956, l'acte d'indépendance du Maroc.

<sup>3</sup> Omar el Manjra, personnalité marocaine.

comme un satellite. Les turbulences iraniennes inquiètent et peuvent être contagieuses à la fois en Afghanistan et en URSS même. Il faut qu'un ordre plus sûr règne à Kaboul.

3- Comment les Occidentaux doivent-ils réagir ? Le précédent de Munich est fréquemment évoqué ces jours-ci (cf. le virulent article de Patrick Wajman dans *Le Figaro*). Comparaison n'est pas raison. La situation n'est pas la même. Il serait absurde par exemple de se mettre à livrer des armes à la Chine pour inquiéter l'URSS. Mais inversement une politique d'apaisement (sous prétexte qu'à long terme il existe une solidarité entre l'URSS et les Occidentaux) serait désastreuse. Certains des Munichois n'évoquaient-ils pas, eux aussi, des intérêts supérieurs européens qui imposeraient une alliance des démocraties occidentales avec l'Allemagne nazie contre l'URSS ?

4- L'Occident réagit en ordre dispersé. Les Etats-Unis très maladroitement ont porté l'affaire devant l'OTAN et proposent à leurs alliés des mesures dont il n'est pas certain qu'ils les prendront eux aussi. Ils donnent trop le sentiment de profiter de cette crise, comme de la crise iranienne, pour chercher à reprendre en mains leurs alliés.

L'orchestration par les Américains de toute cette affaire et des réactions occidentales est un peu suspecte. En France même, on mesure, en dépit de 21 ans de V<sup>e</sup> République, l'extrême sensibilité des partis politiques et de la presse écrite et parlée à tout ce qui vient de Washington. Mais cela n'est pas nouveau. Ils n'ont pas plus admis notre politique soviétique qu'ils n'ont admis notre politique arabe. Il faut garder la tête froide et punir les Soviétiques dans les domaines où ils sont vulnérables, sans généraliser les tensions.

5- Et nous ? Nous devons maintenir notre ligne de conduite propre, compte tenu de nos intérêts en Europe, ce que le Président a très bien vu, mais nous devrions être plus assurés dans nos déclarations et condamner plus clairement l'intervention soviétique. Ils ne se sont pas gênés avec nous en Afrique.

Il ne faut pas garder du gaullisme que la forme (la carapace ou les tics), c'est-à-dire rappeler à l'OTAN que l'Afghanistan est en dehors de sa compétence ou fulminer contre la Commission de Bruxelles parce qu'elle a décidé, sans consulter les gouvernements, de supprimer l'aide de la CEE à l'Afghanistan.

Il s'agit d'être ferme vis-à-vis de l'URSS sans donner l'impression que nous nous laissons embrigader par les Etats-Unis et par

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire  
et auprès des éditions A.Pedone  
13 rue Soufflot 75005 Paris France